

**All Music Awards,
acte XVI :
La grande
soirée, c'est le
21 décembre
prochain** P.6

**Apothéose de la 1ère édition du MIATO :
Un concert géant couplé de
remise des prix aux lauréats
ont marqué l'évènement** P.2



**22 Nov
9 Déc
2019**
**16ème Foire
Internationale de
LOME**
Foire de toutes les opportunités

**Thème : Le E-commerce pour
une forte expansion des échanges**

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE L'OME
BP: 10056 Lomé - Togo Tél: (00228) 99 44 82 83 / 90 31 / 6 3/



www.cetof.tg

**+1000
EXPOSANTS
300 000
VISITEURS**



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0449 du Mercredi 06 Novembre 2019 - 250 F CFA / Etranger 1€

1ère semaine du secteur privé :

**Faire de ce secteur, un
moteur de croissance et
de développement socio-
économique du Togo** P.8



**El-Hadj Arimiyao Tchagnao,
président du CONAPP :**

**« Nous allons dire à
tous les acteurs que
désormais, on n'a pas
besoin de liste
d'émargement sur les
lieux de reportage »**



Installation de la SFI au Togo :

**Une valeur ajoutée
pour l'économie
nationale, une aubaine
pour le secteur privé** P.3



Code électoral modifié :

La diaspora peut voter

 P.3

**Journées
Portes Ouvertes**
A partir du 11 novembre 2019
DOSI | Délégation à l'Organisation
du Secteur Informel



2 Actualité

Pharmacies de garde à Lomé

Du 04 au 11 Novembre 2019

CENTRE: 46, Rue de la Gare (face SGGG) 22 21 83 30

SANTE: Près de NOPATO 70 44 91 37

CRISTAL : Boulevard Houphet Boigny 22 20 90 91

KPEHENOU: Boulevard HOUPHOUET BOIGNY 22 21 32 24

OCAM: Rue de l'ENTENTE 22 21 62 05

ADJOLOLO: 58, Rue Franz Joseph STRAUSS 22 21 05 13

BON SECOURS: Rue du Grand Collège du Plateau
Cassablanca 22 45 76 74

PATIENCE: Tokoin Gbadago 22 21 60 94

ISIS: Avenue Jean Paul II près des rail NUKAFU Gapkpoto
70 44 83 87

YEMBLA: 258, Av. Akéï face à la Résidence 22 26 76 51

FRATERNITE: Hedzranawé près de la Clinique St Joseph
22 26 81 55

CITRUS: Attiégon Yayrakomé sur le grand
contournement 70 44 59 24

NOTRE DAME: Sise au 578 rue assiyéyé derrière le
marché d'Hedzranawoe, en face de la piscine Atlantide
96 32 97 51

SANTA MADONNA: Sise à Kégué sur la route du petit
contournement à côté de l'église catholique Ste Thérèse
70 01 03 03

MISERICORDE: BEKPOTA 23 38 47 62

LE PROGRES: Sur le tronçon CIMTOGO Gendarmerie
d'Ahadji kpota non loin du marché de Zorrobar 22 35 86
55CITE : Bd. du 30 Août 22 25 01 25

BESDA: AdidogoméAménopé, Route de Kpalimé 22 51
05 29

HOSANNA: Carrefour SagbadoSémékonawo, en face de
la station service SANOL 22 51 50 49

De La VICTOIRE: Avédji Wéssomé, voie douane
Adidogomécarrefour Limousine (Après les rails) 70 45
74 92

DU POINT E: 506, rue 129 Aflao Gakli (Kiniti Gomè), à
Djidjolé dans le von de la pharmacie Djidjolé 22 51 91 71

CONFIANCE: Face GTA 22 42 43 81

LE GALIEN: Rue Pavée d'Adidoadin 22 51 71 71

VOLONTAS DEÏ: Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY",
face à l'ancien bar Sun City 70 42 23 60

VITAFLORE: Sise à Agoè Vakposito à 100 m de la station
Shell Agoè Vakposito 70 40 22 86

ADONAÏ: Face Hôtel la Plantation à AgoèNyivé 22 50 04 05

CHARITE: A côté du CEG d'AgoèNyivé 22 25 12 60

EMMAÛS: Sur la route de Mission Tové à côté du Bar
Solidarité 96 80 09 12

ESPACE VIE: Agoe Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89
07NABINE: Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar
Plateau) 93 36 26 26

A DIEU LA GLOIRE: Sise à 200m du marché de
Légbassito, sur le grand contournement, voie de
Madikpeto 93 26 36 00

TAKOE: Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté
opposé) 22 34 03 42

ZOSSIME: Zossimé, sur la route de Sanguera près du
marché de Zossimé 70 46 26 64

BAGUIDA: Face CMS de Baguida 70 42 47 77

AVEPOZO:A côté de la place publique d'Avepozo 22 27 04
86

Prompt Rétablissement

**LE LIBÉRAL, disponible
chaque semaine chez votre
marchand de journaux**

Apothéose de la 1ère édition du MIATO :

Un concert géant couplé de remise des prix aux lauréats ont marqué

Du 25 octobre au 03 novembre dernier, l'esplanade du palais des congrès de Lomé a abrité la 1ère édition du Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO). Durant 10 jours des artisans venus de 10 pays d'Afrique et d'Europe ont célébré l'artisanat dans sa diversité à travers des manifestations foraines d'échange, des expositions et de vente des produits artisanaux ainsi que des communications. C'est pour clôturer en beauté cette fête de l'artisanat qui se veut biennale qu'un concert musical apothéose couplé de remise des prix aux différents lauréats des concours au menu de la manifestation s'est tenu dans la soirée du dimanche 03 octobre sur le site du palais des congrès.

Le show musical a été animé par le groupe musical « shalom Voice » ainsi que d'autres artistes de la chanson en vogue du moment tels que Almok. L'humour également était au rendez-vous avec la prestation du duo « tabala » et d'Hervé Djassoa surnommé « abawé ». En outre, le voile a été levé pour faire connaître les lauréats des différents concours qui visaient à promouvoir les produits et les services artisanaux.

A cet effet, il y a eu 3 catégories de prix à savoir le prix spécial Président de la



République (PR) qui est allé à madame Donvidé Nongni Chantal qui a remporté une bourse d'études en France tout frais compris.

Le prix QUODEPA a connu deux lauréats qui ont reçu un chèque respectivement de 150 000 et 200 000 FCFA et le Prix Club des métiers et des Arts (CMA) a été décroché par l'Etablissement Pissang de madame Kérézouwé Piao qui reçut un chèque de formation au CMA d'une valeur de 250 000 FCFA.

En outre, le jeu tombola a fait gagner des polices d'assurance automobile et des polices d'assurance « dagbé » de NSIA à une dizaine de personnes. Le jackpot de ce tombola a été le billet d'avion Lomé-Paris-Lomé remporté par un artisan togolais.

Pour l'occasion madame la ministre du Développement à la base s'est réjouie de la parfaite réussite de cette première édition et s'est dit ouverte aux suggestions pour que l'édition 2 soit meilleure que la précédente. «La première édition du

marché « miato » notre marché, votre marché est un succès nous le reconnaissons tous. Toutes vos suggestions, toutes vos remarques seront les bienvenues car nous aurons d'autres « MIATO » a-t-elle laissé entendre. Elle a par ailleurs remercié le chef de l'Etat pour son implication personnelle dans la tenue de cette 1ère édition du MIATO ainsi que les sponsors pour leur mobilisation en faveur de la valorisation de l'artisanat.

Rappelons que le MIATO est une initiative du ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse en collaboration avec l'union des chambres de métiers (URCM Togo). Placé autour du thème « artisanat innovant, facteur de développement économique et social », cette 1ère édition s'est donnée pour objectifs de valoriser les métiers porteurs de l'artisanat, de promouvoir les produits et services artisanaux mais aussi de mettre en lumière le génie et les potentialités des artisans togolais et d'ailleurs. Répondant ainsi aux aspirations des axes 1 et 2 du plan national de développement (PND) qui ambitionne de faire du Togo un centre d'affaires commercial de premier ordre dans la sous région.

Alain Tchédre



Code électoral modifié : **La diaspora peut voter**

Les députés à l'Assemblée nationale ont voté hier après-midi le projet de loi qui prévoit sous certaines conditions le vote de la diaspora. Le texte voté, permet désormais aux togolais résidents à l'étranger de participer au vote sur le plan national.

Le nouveau code électoral précise comment ces élections devaient être organisées. Les listes électorales devraient être établies pays par pays par les démembrements de la commission électorale nationale indépendante (CENI) au sein des

ambassades. Les futurs électeurs devront se munir d'une carte consulaire datant d'au moins 6 mois. A ce jour, on évalue à 1,5 million le nombre de togolais vivant à l'étranger. Ces nouvelles dispositions qui viennent enrichir le

Code électoral apporteront certainement un peu plus de piment au prochain scrutin présidentiel qui s'annonce au premier trimestre de 2020. Les compatriotes de l'étranger ayant toujours été exclus des processus électoraux au Togo, seront servis dès la prochaine



présidentielle, eux qui ont pendant longtemps exigé leur implication (à juste titre) aux élections nationales du pays. Ce droit de vote qui vient

d'être concrétisé par les parlementaires leur permettra de se prononcer désormais (à travers les urnes) sur le choix des décideurs du pays.■

Le Togo présent au salon du tourisme

Le salon de tourisme world travel market (wtm) a ouvert ses portes hier 4 et ce jusqu'au 6 novembre à Londres (Excel London). Classé comme l'un des plus grands salons de tourisme après celui de l'ITB de Berlin, le salon de Londres est une occasion de rencontres de presque tous les acteurs du secteur du

tourisme (administrations nationales de tourisme, agences de promotion, agences de tourisme, médias spécialisés, etc.). Pour la première fois le Togo est présent à ce salon pour présenter toutes les potentialités touristiques du pays et susciter auprès de la clientèle britannique et autre présente à ce rendez-vous le

désir de découvrir notre destination. Des potentiels investisseurs dans le secteur visitant notre stand seront édifiés sur l'ambitieux programme national de développement 2018-2022 qui veut faire du Togo un hub logistique et un centre d'affaires de premier plan dans la sous-région. Le stand du Togo est animé par



les représentants de l'administration du tourisme, de deux grands réceptifs et les

agences du tourisme. Il est logé au pavillon S7 zone Afrique n° 269.

Installation de la SFI au Togo :

Une valeur ajoutée pour l'économie nationale, une aubaine pour le secteur privé

Institution en charge du secteur privé du Groupe de la Banque mondiale, la Société Financière Internationale (SFI) a ouvert un bureau au Togo le 31 octobre dernier. Un accord de siège signé entre le Ministre de la sécurité et de la protection civile, le Gal Yark Damehane, représentant le Gouvernement et le Vice-président de la SFI pour l'Afrique et le Moyen-Orient, M. Sergio Pimenta. Un partenariat qui apporte une valeur ajoutée à l'économie nationale et naturellement une bonne nouvelle pour les entreprises privées togolaises.

Soucieux du développement économique du pays, le Gouvernement togolais sous l'impulsion du Chef de l'Etat s'active depuis plusieurs années pour attirer plus d'investisseurs au Togo en

vue de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) dont le budget global attend une contribution de 65% de la part du secteur privé. C'est justement dans cette optique que le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a scellé un accord de siège avec la Société Financière Internationale (SFI) pour son installation dans la capitale togolaise afin d'assurer une présence permanente aux cotés des entrepreneurs togolais. Ce partenariat a donc permis à l'institution d'ouvrir ses bureaux de représentation à Lomé le jeudi 31 octobre dernier en présence des plus hautes autorités togolaises et des premiers responsables de l'institution. Cette présence qui se veut désormais permanente au Togo est une aubaine pour le secteur privé où beaucoup de jeunes ont plus que jamais besoin du financement pour mettre sur pied leurs propres

entreprises en vue de sortir du joug du chômage et de la pauvreté. Cette implantation permettra à l'institution mondiale d'avoir un dialogue beaucoup plus quotidien et soutenu avec des entreprises, des partenaires de développement et le Gouvernement. In fine, la SFI aura le mérite de faciliter la création d'entreprises à travers des financements pour une croissance inclusive. Pour le Vice-président de la SFI pour l'Afrique et le Moyen-Orient, M. Sergio Pimenta, la décision pour son institution de venir s'installer au Togo n'est pas le fruit du hasard mais plutôt la résultante d'une dynamique positive enclenchée par les autorités togolaises. Appréciant au passage les réformes et les progrès réalisés par le Togo en matière de l'amélioration du climat des affaires. « Le Togo est vraiment l'endroit où le

secteur privé doit venir investir en Afrique. C'est un pays où le mouvement est dans la bonne direction, de quoi encourager, non seulement le secteur privé étranger, mais également local pour que les togolais et togolaises aient les possibilités de créer leurs propres emplois et de créer leurs entreprises. Nous souhaitons développer les projets dans les secteurs de l'eau ou du numérique au Togo » a-t-il déclaré. La SFI est l'une des plus importantes institutions mondiales qui accordent de l'aide au développement et dont les activités concernent exclusivement le secteur privé dans les pays en voie de développement. Ses ressources financières, son expertise technique, son expérience mondiale et sa culture de l'innovation lui permettent d'aider ses partenaires à surmonter leurs difficultés financières

ou d'ordre opérationnel. Dans un contexte d'accès limité aux capitaux, la SFI apparaît comme une solution durable mais aussi comme un levier de financement, de connaissances et de partenariats de long terme qui aident les clients à surmonter les contraintes auxquelles ils sont confrontés en matière d'investissement, d'infrastructures, de qualification et de réglementation. Pour rappel, la SFI a déjà financé l'installation de la centrale thermique gérée par Contour Global, les installations de transbordement au port de Lomé et la cimenterie Heidelberg pour un coût total de 334 millions de dollars. Elle s'intéresse également à des opportunités dans les secteurs de l'hôtellerie, de l'énergie et des télécommunications...etc.

Roger GBESSIA



4 Actualité

Celui qui paie ses dettes est un homme libre

J'aurais préféré que davantage de ressources dans le budget de l'Etat exercice 2019 soient consacrées à l'agriculture, l'éducation et la santé, mais hélas, à l'impossible nul n'est tenu. Le Togo fait face au poids de la dette à la suite des grands travaux en termes d'infrastructures et dans divers secteurs qui ont englouti des milliards F.cfa.

Et c'est le temps de régler la facture aux partenaires financiers et bailleurs. Le président Faure Gnassingbé en est bien conscient et l'a exprimé jeudi dernier à Lomé, lors d'une cérémonie dédiée aux efforts consacrés dans le Doing business.

"J'ai reçu des lettres des associations de consommateurs qui disent que monsieur le président vous avez dit mandat social mais vous avez augmenté tel prix ou tel autre prix. Mandat social oui, mais si vous gérez mal, vous ne pouvez pas faire le social parce qu'aujourd'hui, le poste le plus élevé dans le budget, c'est le remboursement de la dette", a dévoilé le chef de l'Etat.

"J'aurais préféré que ce soit l'éducation, l'agriculture ou la santé. Mais la réalité à laquelle je suis confronté est que je veux rembourser mes dettes", souligne-t-il avant de préciser que "s'il y a du laxisme dans la gestion, on ne pourra pas financer le social".

La bonne gestion des ressources, un impérati !

Pour réduire le niveau de pauvreté élevé en Afrique et au Togo en particulier, il pense qu'il faut asseoir les bases d'une bonne gestion des ressources. Une démarche dans laquelle le pays s'est engagé à travers les réformes économiques et financières.

"C'est toujours douloureux parce que les reformes ont toujours un prix. Quelqu'un à quelque part



est toujours lésé quand on fait les reformes. Mais à terme, c'est notre pays qui gagne et la richesse est partagée", note-t-il.

Au secteur privé local de s'approprier des acquis

Au-delà de la célébration des performances dans le Doing Business, le défi à relever reste le maintien du cap et la capitalisation des acquis.

De toute évidence, le Togo avec un bond de 40 places, reconnu comme 1er pays réformateur en Afrique, devra s'atteler à exposer son avantage comparatif pour attirer davantage d'investisseurs.

En l'occurrence, le Plan national de développement (PND) évalué à 4622 milliards F.cfa dont une part belle réservée au secteur privé (65%) nécessite que davantage d'écoute soit accordée aux hommes d'affaires.

Le secteur privé local a un grand rôle à jouer, vu qu'il est avant tout le premier bénéficiaire des retombées des avancées obtenues.

"Nous avons l'habitude de dire chez nous que si la pâte que te sert ta maman ne te suffit, celle que t'offrira ta

marâtre ne te suffira pas non plus. Donc si le secteur privé togolais lui-même ne trouve pas que nous sommes plus attractifs, comment voudriez-vous que celui qui vient de l'étranger juge que le Togo est une terre d'investissement?", s'est interrogé M. Faure Gnassingbé.

Il a cité le dialogue ouvert à l'endroit du secteur privé ; les échanges avec les notaires ; les architectes ; l'administration et qui ont permis d'obtenir un consensus sur l'essentiel, à instaurer un climat de confiance et permettre au pays de progresser.

"Au-delà de tout, nous devons savoir que nous sommes en compétition avec d'autres pays. Ce que nous avons réussi aujourd'hui, si nous ne maintenons pas le cap, demain nous pouvons reculer et si nous reculons, je crois que l'impact sera encore plus négatif", rappelle M. Gnassingbé de toutes ses forces.

Porte ouverte aux investisseurs étrangers!

Bien entendu, le secteur privé local ne pourrait à lui seul financer le développement et créer des emplois, mais des

investisseurs étrangers dont les asiatiques qui sont aujourd'hui prêts à venir investir au Togo.

"On a la chance d'attirer des investisseurs dans notre pays. Ce n'est pas l'Etat qui crée les emplois mais le secteur privé par ses investissements qui génère des emplois. Nos capacités sont limitées. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de créer un environnement propice aux affaires", a recadré le président de la République.

La feuille de route pour permettre au privé d'investir reste le Plan national de développement (PND).

L'option se justifie selon le chef de l'Etat par les mesures prudentielles pour éviter au pays de rechuter dans un nouvel endettement mais d'offrir toute l'attractivité nécessaire aux investisseurs à financer cet ambitieux plan.

"L'aide publique au développement se fait de plus en plus rare donc la seule possibilité que nous avons, c'est d'aller vers le

secteur privé national d'abord et ensuite à l'étranger", souligne-t-il.

2020 et l'assurance de la poursuite des reformes

Le Togo connaîtra les élections présidentielles l'année prochaine et comme dans nombre de pays africains, c'est une période de grandes incertitudes, ce qui risquerait de mettre à rude épreuve les progrès obtenus ces deux dernières années.

"C'est vrai, quand on dit période d'élections en Afrique, il y a toujours des incertitudes mais nous, nous espérons que les élections auront lieu tôt et le reste de l'année, nous puissions nous consacrer plus à ce que nous voulions, notamment la croissance, le développement et la prospérité pour notre pays. Je ne veux pas avoir honte l'année prochaine", ajoute-t-il.

Dans l'espoir que l'avance sera prise sur les reformes en 2020, il y croit que le Togo ne régressera pas! ■

www.agridigitale.net



El-Hadj Arimiyao Tchagnao, président du CONAPP :

« Nous allons dire à tous les acteurs que désormais, on n'a pas besoin de liste d'émargement sur les lieux de reportage »

La presse togolaise est à la croisée des chemins. Elle est confrontée à plusieurs défis et n'arrive pas à s'affirmer et faire face à ses besoins nonobstant son rôle important dans la société togolaise. Que faire pour remédier à cette situation et redorer le blason des médias togolais? El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO pense avoir des pistes de solution qu'il expose dans l'interview ci-dessous. La question de la mise en place d'une couverture santé pour les journalistes togolais et d'une mutuelle qui puisse voler à leur secours. Les négociations entamées par le Conseil national des patrons de presse (CONAPP) pour une augmentation substantielle de l'aide de l'Etat à la presse, le phénomène très « dégradant » des "G" et comment le combattre, la question du rôle de la presse dans l'organisation d'une élection présidentielle apaisée au Togo... Toutes ces questions ont été abordées par le patron du CONAPP qui esquisse des pistes de solutions pour redonner à la presse, sa noblesse d'antan. Lisez plutôt.

Bonjour El-Hadj Arimiyao Tchagnao. Vous êtes le président du CONAPP, Conseil national des patrons de presse. Aujourd'hui, le monde des médias togolais plaide pour une augmentation substantielle de la subvention de l'Etat à la presse. M. le président, est-ce que ça promet, est-ce que la presse peut avoir gain de cause en 2020 ?

El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO : Merci pour l'opportunité que vous m'offrez. La question de l'aide de l'Etat à la presse est une question qui était sur le tapis avant que nous soyons porté à la tête du Conseil national des patrons de presse. C'est une question qui a été longuement débattue et suscite beaucoup d'intérêt auprès de tous ceux qui ont été à la tête de l'organisation que nous présidons aujourd'hui.

En dehors du CONAPP, il y a beaucoup de personnes qui se sont intéressées à cette question et à comment faire pour que l'aide de l'Etat à la presse, qui a son histoire, puisse évoluer de 100 millions pour aller au-delà. Tout comme cela se fait dans beaucoup de pays de la sous-région.

Lorsque nous sommes arrivés à la tête du CONAPP en 2018, nous avons pris notre temps pour faire le tour d'horizon et nous avons pu remarquer que tout ce qui a été fait avant par nos prédécesseurs, n'avait pas pris en compte, les décideurs de la nation. Et lorsque nous avons pris connaissance de tous les contours du problème, nous avons choisi de prendre le taureau par les cornes. C'est-à-

dire, de ne pas procéder par la violence verbale ou la dénonciation, mais d'aller là où les grandes décisions se prennent.

Avec un comité que nous avons mis en place au niveau du bureau du CONAPP, nous avons fait le tour de plusieurs personnalités de notre pays. Nous sommes d'abord allés à l'Assemblée nationale et sur autorisation de Mme la Présidente de l'Assemblée, nous avons échangé avec tous les présidents des groupes parlementaires à qui nous avons expliqué le rôle important que joue la presse dans notre pays.

En dehors de la TVT, Radio Lomé, Radio Kara et Togo presse qui sont des médias d'Etat, l'information est traitée sur le territoire national par des médias privés.

Nous avons également fait comprendre à nos interlocuteurs qu'il y a aujourd'hui, beaucoup de nos jeunes frères qui sont sortis des grandes écoles, qui sont nantis de diplômes professionnels. Ces jeunes, la fonction publique n'arrive pas à les employer et ils sont aujourd'hui sur notre dos.

Le gros du travail de l'information de terrain se fait aujourd'hui par nous du privé. C'est pour cela que nous avons plaidé auprès des différents présidents des groupes parlementaires, et auprès de la Présidente de l'Assemblée nationale. Nous voulons que tous comprennent que nous avons besoin du soutien de l'Etat. Que l'aide que nous souhaitons avoir puisse être conséquemment augmentée.

Pourquoi pas de 100 millions à 500 millions ou au milliard pour que ceux qui auraient à bénéficier de cette aide aient quelque chose de consistant qui leur permette d'opérer la mutation qualitative souhaitée. Qu'ils passent de simples organes de presse à des entreprises de presse.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore des entreprises de presse, nous ne sommes que des organes de presse. Et un organe de presse, comparé à une entreprise, le fossé est grand et profond.

Une fois que nous aurons une aide conséquente, nous nous obligerons à nous transformer en des entreprises de presse. Une entreprise de presse a un siège, elle a un secrétariat, un patron, des comptables, un service des ventes, un conseil d'administration... Est-ce qu'à partir de là, cette entreprise va créer de l'emploi réel? Oui.

Nos employés crient tout le temps qu'il n'y a pas une Convention collective qui est signée. On ne signe pas une convention en l'air. Et Dieu merci, tous ceux à qui nous avons eu à expliquer le bien fondé de cette augmentation de l'enveloppe qui aujourd'hui est de 100 millions, vers une enveloppe plus consistante pourquoi pas à 1 milliard ou au moins à 500 millions ? Tous ceux-là, nous ont compris. Nous sommes allés discuter avec le ministre des Finances, qui fort heureusement nous a compris.

Nous avons été orientés vers le Directeur du budget avec qui nous avons échangé. Lui aussi nous a compris et ensemble, ils



ont manifesté leur volonté de porter plus haut toutes les explications que nous avons eues à leur apporter. Ils nous ont promis que pour l'année budgétaire 2019-2020, quelque chose va être fait. En bref, nous sommes aujourd'hui rassurés qu'il y aura une augmentation plus conséquente de l'aide de l'Etat à la presse en 2020. Et cette augmentation ira en s'améliorant avec le temps.

Enfin, peut-on dire que les efforts du CONAPP sont en train de payer ou le CONAPP est-il en train de réussir là où beaucoup ont échoué ?

El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO : Je ne dirai pas que le CONAPP est en train de réussir là où beaucoup ont échoué. Ce n'était pas des échecs. Nous sommes venus pour tisser une nouvelle corde au bout des anciennes. C'est sur l'effort consenti par nos prédécesseurs, que nous sommes en train de travailler et de gagner ce pari. Ce pari ce n'est pas à l'actif de Tchagnao ou à l'actif du CONAPP. Mais c'est un pari gagné par l'ensemble de la presse. Oui bien sûr que le CONAPP est l'organisation de presse la plus importante et la plus ancrée sur toute l'étendue du territoire. Mais l'aide de l'Etat à la presse une fois revue à la hausse, ira à l'ensemble de la corporation.

Aujourd'hui, la presse togolaise est à la croisée des chemins. On parle des groupes organisés de jeunes raquetteurs comme le G20, qui vont d'avènements en événements et qui harcèlent les organisateurs pour leur arracher pour certains, 2000 Fcfa, pour d'autres 5000 Fcfa.

Est-ce que vous ne croyez pas qu'au CONAAP il faut assainir tout cela et redonner à la presse une image plus reluisante ?

El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO : Nous n'allons pas comparer le CONAPP à des ordres comme l'ordre des avocats au niveau du barreau ou l'ordre des pharmaciens etc. Ne crée pas un journal qui le veut. Et ne peut s'improviser journaliste, qui a rêvé la nuit avoir une plume ou un micro à la main.

C'est un processus sérieux qui aboutit à la création d'un organe de presse. Mais ceci dit, nous croyons qu'il faut faire quelque chose au Togo. Au niveau du CONAPP, nous nous sommes donné comme leitmotif de faire en sorte qu'on puisse fermer un tant soit peu le robinet.

Hier les journalistes togolais étaient comptés au bout des doigts de la main. Ils étaient en très petit nombre et étaient très qualifiés. Mais aujourd'hui, on a plus de 400 titres de journaux, avec une quarantaine qui est dans la régularité. Aujourd'hui, on a des centaines de sites en ligne et vous avez de petits garçons et de petites filles, qui se promènent de conférence de presse en conférence de presse pour dire aux organisateurs : « Nous sommes journalistes, donnez-nous de l'argent » même quand ils ne sont pas conviés.

Parlons du G20. Il faut que nous ayons le courage de mettre fin à ce phénomène qui ramène à plus de 50 ans en arrière, le travail abattu par le journaliste togolais.

Avez-vous des pistes de solutions pour pouvoir mettre fin à ce phénomène ?



6 Société



All Music Awards, acte XVI :

La grande soirée, c'est le 21 décembre prochain

Le jeudi dernier s'est tenu le lancement officiel de la 16ème édition de l'événement culturel All Music Awards, à Lomé. Initié par la radio Zéphyr, All Music Awards récompense depuis plus d'une décennie déjà les meilleurs et méritants talents de la musique togolaise sur l'année civile dans les divers circuits culturels que sont la télévision, la radio, les boîtes de nuit, bars et maquis,..., et encourage les artistes de la chanson togolaise, en particulier et l'ensemble des acteurs impliqués, en général à réaliser des productions de qualité.

« La radio Zéphyr, fidèle à sa politique de promotion des talents dans plusieurs secteurs, vient pérenniser la tradition cette année encore, à travers l'organisation de cette 16ème édition du All Music Awards, un gage de notre fidélité envers les artistes de talents qui abattent un boulot



méritoire au 228. La particularité de cette 16ème édition est qu'elle recevra un show de

l'esplanade de la Foire Togo 2000. Un comité composé d'experts en la matière sera mis en place pour superviser et évaluer les artistes afin de désigner les plus compétitifs. », a confié Patrice Blandey, Directeur Général de la radio Zéphyr.

Plusieurs catégories, dix sept (17) au total, seront primées durant cette édition, à la grande soirée du 21 décembre 2019 au palais des congrès de Lomé. Il s'agit entre autres des catégories du « meilleur artiste masculin de l'année », « meilleure

artiste féminin de l'année », « meilleur artiste gospel de l'année », « meilleur vidéo-clip », « meilleure chanson lover », « meilleur album », « meilleur featuring de l'année », « meilleur artiste de la diaspora », « le tube de l'année », « la révélation de l'année », « artiste découverte de l'année », « meilleure chanson hip-hop », « meilleur Beat maker », « meilleur réalisateur », « Découverte Dj de l'année », « artiste de la chanson d'inspiration traditionnelle de l'année ».

Dém



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

23^{ème} Opération
TELEFOOD



Appel Aux Sponsors

Contribuez à travers vos dons en nature ou en espèce à équiper 1000 jeunes et femmes en matériels agricoles en participant aux initiatives

« Camp du Futur » et « Simulgames »

Vos dons en espèce peuvent être faits par :

➤ Virement bancaire

7010231410356501 ECOBANK-TOGO

➤ Transfert d'argent mobile
T-Money

**(228) 90 26 94 73
90 90 84 22**

Flooz
(228) 99 95 19 89



@Telefood MAPAH TOGO



Telefood TOGO 2019



agriculture.gouv.tg/TELEFOOD



El-Hadj Arimiyao Tchagnao, président du CONAPP :

« Nous allons dire à tous les acteurs que désormais, on n'a pas besoin de liste d'émargement sur les lieux de reportage »

Suite de la page 5

El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO :

Il nous revient à nous tous de nous organiser. C'est parce que nous avons accepté que les structures et organisateurs d'événements nous traitent comme des moins que rien, que le G20 prospère.

Vous savez tous qu'au Togo, que ce soient les ministères, les sociétés d'Etat, le secteur privé dans son ensemble, les ONG, le système des Nations Unies ou toute autre structure, lorsque les gens organisent leurs activités, ils nous invitent mais ne nous payent pas nos prestations. Ils ne nous font pas faire des factures pour le travail abattu.

D'ailleurs c'est devenu une tradition qui dit que pour la presse togolaise, quand la conférence est sérieuse, il faut donner 10.000 Fcfa. Quand on veut, on peut donner 3000 Fcfa ou même 2000 Fcfa. Mais nous laissons nos rédacteurs aller suivre ces conférences de presse et revenir produire des articles que nous publions dans nos colonnes avec tout ce que cela nous coûte en frais de production.

Nous publions volontiers les activités du Système des Nations Unies, des entreprises d'Etat, des ONG ou mêmes des structures commerciales de la place, sans rien exiger, sans leur tendre des factures pour les prestations demandées. Nous leur faisons de la publicité gratuitement sans rien prendre en retour alors que nous galérons pour exister et faire notre travail. Quelle est la définition du mot travail ? C'est rendre un service et attendre en retour une rémunération, n'est-ce pas ? Pour la presse togolaise, ce n'est jamais le cas.

Mais ceci doit prendre fin. La solution que nous avons aujourd'hui en poche, c'est de faire payer dorénavant nos prestations afin de vivre de notre travail. Très prochainement, le CONAPP va sortir un communiqué pour annoncer des mesures destinées à assainir le milieu.

Nous sommes en train d'envisager la possibilité de faire en sorte qu'à partir du mois de janvier 2020, personne ne puisse inviter des



journalistes pour une couverture médiatique sans avoir payé une facture au préalable. Personne ne pourra plus donc inviter des journalistes pour une couverture médiatique sans payer une facture pour le service rendu.

La presse a des impôts à payer, des frais fixes et variables à payer, et la Caisse nationale de sécurité sociale nous traque. C'est parce que nous avons accepté que les gens donnent à nos rédacteurs 5000 Fcfa et ont droit à un article d'une page, ou à des temps d'antenne, qu'on pense que la presse togolaise coûte 5000 Fcfa. La presse togolaise ne coûte pas 5000 Fcfa, sa valeur dépasse de loin cela.

Lorsque le communiqué va sortir et que les gens vont s'aventurer encore à partager de l'argent sur des lieux de reportage, ce sera à leur risque et péril. On n'acceptera plus cela. Nous allons mettre en place une cellule de veille des médias pour que désormais sur les lieux de reportage, les gens ne puissent plus émarger et donner une image dégradée de la presse aux yeux des invités et du public. Le phénomène de liste d'émargement est fini.

Désormais lorsqu'on invite un organe de presse, le journaliste qui y va n'a pas besoin de laisser son nom sur une liste, ni de s'aligner pour retirer 2000 ou 5000 Fcfa. Nous allons dire à tous les acteurs que désormais, on n'a pas besoin de liste d'émargement sur les lieux de reportage ni dans un bureau. Nous savons comment cela se passe et nous allons publier bientôt la grille correspondant à chaque activité et à chaque forme de média afin que tous les acteurs s'y conforment à partir de janvier 2020.

Et ainsi, nous allons en finir avec

cette question qui vilipende, qui insulte et qui met dans les caniveaux, l'honneur et l'image du journaliste togolais. C'est à nous de régler la question et à partir de 2020, ensemble avec toute la presse togolaise et les autres organisations, nous veillerons à ce qu'aucun journaliste ne puisse aller prendre 1F sur des lieux de reportage et qu'aucun acteur de ce pays, ne puisse faire émarger une fiche sur les lieux de reportage. Une cellule de veille jouera le rôle de gardien et traquera les contrevenants.

Tous les corps de métier vivent de leur travail et ont des grilles pour leurs prestations, sauf les journalistes qui acceptent de travailler gratuitement et d'être traités comme des mendiants. Il faut que ça prenne fin.

Vous parlez depuis un temps de couverture santé pour vos membres et de mutuelle. Où en est le CONAPP sur ce dossier ?

El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO : Nous sommes actuellement à la phase de préparation des dossiers. Nous allons bientôt convier tous les confrères pour des échanges sur ces questions. Après ces échanges, nous allons procéder au lancement de la mutuelle de la presse. Un monde qui se veut sérieux, doit mettre en place tout ce qu'il lui faut pour pouvoir évoluer. On ne saurait croire à une presse responsable et épanouie au Togo sans une mutuelle efficace qui permette aux journalistes de faire des prêts, de régler leurs petits soucis de la vie ou de financer leurs projets.

C'est pour nous une honte que des confrères souffrants, doivent d'abord passer par des messages whatsapp et demander de l'aide pour pouvoir se soigner. Faisons en sorte d'être le véritable 4ème pouvoir.

Les élections présidentielles de 2020 sont à nos portes et nous savons le rôle ô combien important de la communication dans la réussite d'une élection. Que

fait le CONAPP pour que les médias jouent efficacement leur rôle ?

El-Hadj Arimiyao TCHAGNAO :

Vous connaissez bien notre pays comme d'ailleurs beaucoup d'autres pays africains. Lorsque les élections s'annoncent, cela a été toujours une source de tension. Lorsque nous faisons référence à ce qui s'est passé au Rwanda avec radio Mille Collines et aussi, lorsque nous faisons référence au rôle de la presse dans la crise ivoirienne, nous comprenons aisément que la presse togolaise doit travailler surtout quand on est en face d'une élection présidentielle aussi cruciale que celle de 2020.

Ce n'est plus à démontrer, la presse togolaise a depuis toujours fait le bon boulot. C'est d'ailleurs pour cette raison que notre pays est à l'abri de l'implosion. Les élections présidentielles qui s'annoncent intéressent tout le monde, y compris nous les journalistes. Et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'une session de formation aura lieu avec notre partenaire privilégié, Reporter Sans Frontières à partir du 20 décembre prochain.

Reporter Sans Frontières viendra avec ses experts et formera l'ensemble des journalistes togolais sur la question de la couverture médiatique des élections.

Mais avant tout, nous avons l'obligation et le devoir de préserver notre pays contre tout risque de basculement et c'est pour cela qu'à chaque instant que nous avons l'occasion, nous interpellons les consciences des uns et des autres et appelons tous les confrères à plus de responsabilité pour préserver notre nation. Le Togo n'est pas la propriété des politiques. C'est ce que nous avons comme patrimoine commun, nous tous citoyens togolais et nous devons faire en sorte de le léguer aux générations futures et à venir.

Nous sommes donc engagés à travailler en sorte que le Togo ait des élections présidentielles apaisées et c'est cela qui est notre credo, c'est cela qui est notre leitmotiv et nous pensons qu'avec la hauteur et la

maturité de l'ensemble de nos confrères, nous arriverons à faire en sorte que tout se passe en toute quiétude.

Chaque année, le CONAPP organise un grand événement qui est les Journées Portes Ouvertes de la Presse (JPO). Quelle ville du Togo accueillera cet événement cette année ?

Le-Hadj Arimiyao TCHAGNAO :

Après la ville de Sokodé l'année dernière, nous sommes toujours en train de monter vers le Nord avant de revenir vers Lomé. Il y a eu au moins quatre éditions qui se sont déroulées dans la région Maritime. L'année dernière nous étions dans la région Centrale et maintenant, nous sommes en train d'aller vers une édition exceptionnelle nous appelons : « Spéciales Journées Portes Ouvertes Savanes-Kara ». Autrement dit, les Journées Portes Ouvertes de la presse de cette année auront lieu à Kara mais ça va regrouper tous les journalistes de la région des Savanes et de tout le pays qui se réuniront à Kara.■

**Propos recueillis par
Olivier A.**



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

**Directeur de la
Publication**

PETCHEZI P. D. Fabrice

**Comité de
Rédaction**

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

Direct Sprint

Tirage

1000 exemplaires



1ère semaine du secteur privé :

Faire de ce secteur, un moteur de croissance et de développement socio-économique du Togo

Selom Klassou, Premier ministre a donné le coup d'envoi des travaux de la semaine du secteur privé le lundi dernier à Lomé. Axé autour du thème « Secteur privé moteur de croissance et du développement socio-économique du Togo », cet événement dont l'idée était murie depuis 2010 et qui est le fruit des efforts acharnés du ministère du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, vient une fois de plus marquer la volonté du gouvernement togolais de faire de ce secteur, un acteur essentiel à ses côtés dans le développement socioéconomique du pays, en lui offrant un cadre d'exploration des voies et moyens pour jouer pleinement son rôle de partenaire privilégié dans l'émergence du Togo.

« L'objectif de cette première édition est d'examiner toutes les préoccupations du monde des affaires, d'explorer les voies et moyens susceptibles de permettre au secteur privé d'être un véritable levier de la croissance économique du pays. », a confié le Premier ministre pour qui plusieurs questions essentielles méritent des réponses à l'issue de cette semaine de travaux. Il s'agit entre autre de l'analyse des forces et des faiblesses de ce secteur, la mise en place des dispositions nécessaires pour l'instauration d'un dialogue public-privé productif, la problématique de la migration de l'informel vers le formel, la promotion de la production, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation des produits locaux et les enjeux de la zone de libre échange continentale africaine.

Le ministre en charge du secteur, le Col Adédzé Kodzo, trouve dans cette organisation, un moyen de plus de fédérer les acteurs de ce secteur dans l'optique d'atteindre les deux premiers axes du Plan national de développement, surtout l'axe 1 qui consiste à faire du Togo un hub logistique et un carrefour d'affaires.

Pour se faire, il est revenu sur les grandes réformes entreprises par le gouvernement en vue de favoriser un climat des affaires apaisé et inciter les investissements nationaux et internationaux, ce qui a

même valu au pays de faire un bond spectaculaire de 40 places au dernier classement mondial Doing Business, faisant de notre pays le premier réformateur en Afrique, le troisième au plan mondial.

Tous ces efforts sont appréciés par les acteurs du secteur privé togolais qui s'engagent résolument à tout mettre en œuvre afin de mettre le Togo sur les rails d'une véritable émergence. C'est en tout cas la position du Conseil National du Patronat du Togo dont le Président Laurent Tamegnon a appelé au renforcement du dialogue public-privé.

« Nous, secteur privé, nous sommes conscients de la mission qui est la notre, bien résumée à travers le choix du thème de cette semaine. Parvenir à un taux de croissance à deux chiffres ne relève pas de l'improvisation. Créer de la richesse implique un certain nombre d'actions et de valeurs. Notre économie a besoin d'une nouvelle génération d'entreprises et d'entrepreneurs, des champions, capables de porter l'avenir de toute une nation. », complètera Germain Méba, Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo à l'ouverture des travaux.

Mme Hawa Wagué Cissé, Représentante résidente de la Banque Mondiale au Togo, a pour sa part félicité le Togo pour son bond qualitatif au classement Doing Business, salué une initiative visant à instaurer un climat des

affaires apaisé et incitatif. Elle a également rappelé les immenses défis qui persistent, en l'occurrence les réformes structurelles, la digitalisation des procédures,...

Plusieurs activités sont inscrites à l'agenda de la semaine du secteur privé démarrée le samedi dernier par une marche sportive qui a réuni tous les acteurs de la chaîne et du ministère de tutelle, depuis la place de la colombe de la paix de Lomé au ministère de tutelle. Il

Rideau sur le Gentlemen open de Cacavéli : Jean Paul Katangah sacré champion

Démarré le 1er novembre dernier, la première édition du Gentlemen Open de Cacavéli a connu son apothéose le dimanche dernier avec les finales simple et double. A l'issue des joutes, Jean-Paul Kili Katangah en simple (sénior) et Akli/Roger en double (vétérans) ont ravi les trophées mis en jeu. Jean Paul Katangah s'est imposé devant Gnama Gnimdou, en deux sets, 6/2, 6/4 dans la catégorie sénior. Chez les vétérans, le duo Akli et Roger a battu, non sans peine Aziadapou et Loglo par 2 sets à 1 (6/7, 4/6, 11/9).

M. Katangah repart avec une enveloppe de 250000 F CFA, avec des points en plus au classement national tandis que le duo Akli et Roger s'est vu offert un billet d'avion pour une destination au



s'agit entre autres des expositions ventes, des discussions de haut niveau, des rencontres B to B, des journées portes ouvertes,...

Opportunités et défis du secteur privé dans la mise en œuvre du PND, fiscalité et promotion du secteur privé, promotion des entrepreneurs champions au Togo, promotion de la consommation locale, migration de l'informel vers le formel, accès au financement des PME-PMI, sécurité sociale des acteurs

du secteur privé, les opportunités des entreprises dans la ZLECAF, le foncier et le développement de l'entrepreneuriat, l'adéquation formation-emploi, le numérique au service des entreprises, le rôle de la femme togolaise en tant qu'actrice de développement du secteur privé, voilà autant de thématiques qui vont meubler les activités de cette semaine qui prendra fin le vendredi prochain.

Démocrate

choix en Afrique par la Compagnie Asky.

« Personnellement j'ai été surpris par la qualité des jeux produits surtout chez les seniors. Nous avons vu un tennis de très bon niveau, et ça me donne l'espoir que le Togo a un très bel avenir en matière du tennis. Je ne suis pas un parieur sinon, j'aurais gagné car à voir le premier match de Jean Paul, j'ai clairement dit qu'il l'emporterait ? Cela me comble de savoir que nous avons des Nadal et Fédérer en gestation au Togo. », a confié Ninsao Gnofam, ancien ministre et Président de Cacavéli Tennis Club.

Organisé en collaboration avec l'agence de communication, cette compétition vise à élever le niveau du tennis togolais et à ouvrir les coffres de Cacavéli à tous les passionnés du ballon jaune.

Junior Domingo, Directeur du tournoi a dressé un bilan satisfaisant de l'édition, en matière d'organisation, d'attente et sur le plan du niveau de jeu des joueurs, sans oublier l'esprit de fair play.

«Je garde un très bon souvenir de ce tournoi et ça incite à revenir encore l'année prochaine. Les objectifs sont entièrement atteints et dépassés. C'est le lieu de remercier les partenaires et d'œuvrer à capitaliser sur les acquis afin de pérenniser le open de Cacavéli», a-t-il confié.

Le finaliste vaincu a reçu 150.000 F Cfa. Tandis que chacun des demi-finalistes a reçu 50.000 F Cfa. Alors que les quarts de finalistes ont reçu chacun un prix d'encouragement d'une somme de 25.000 F Cfa.

Démocrate



Bois tropicaux :

Grand rendez-vous à Lomé en décembre

Du 02 au 07 décembre, soit dans exactement 28 jours, le Togo abritera la 55ème session du Conseil international des Bois tropicaux (CIBT). Un enjeu de taille selon le gouvernement.

"Les pays choisis pour abriter des sessions hors siège le sont en tenant compte de certains atouts. Ainsi tout pays disposant des atouts en termes de sécurité, de potentiel en matériel et logistique pour l'organisation des grandes rencontres peuvent être désignés. Et c'est le cas du Togo", a justifié David Oladokoun, ministre de l'environnement lors d'un point de presse ce mardi à Lomé.

Membre de l'organisation internationale des bois tropicaux depuis 1990, le Togo en abritant la session du conseil, témoigne de sa volonté à préserver les écosystèmes forestiers et promouvoir la



valorisation de la production forestière.

Pour le ministre de l'environnement, cette session hors siège décidée en 2017 au Pérou va non seulement hisser très haut le Togo mais aussi consolider ses acquis et renforcer son partenariat avec l'organisation Internationale des Bois Tropicaux et les autres institutions affiliées.

"Cette 55ème session servira pour le Togo de cadre de négociation auprès des institutions en matière forestière dans la perspective d'une meilleure définition des contours de la chaîne d'approvisionnement entre producteurs et consommateurs de produits ligneux. Elle permettra d'explorer et d'améliorer les infrastructures de

financement durable, des activités du CIBT et des projets qui seront soumis au financement", a-t-il déclaré.

Que gagnera le Togo ?

D'emblée, du point de vue économique, l'enjeu sera de taille avec les différentes délégations attendues. Hôtellerie, transport et commerce seront mis à contribution.

Ensuite, le Togo soumettra deux projets qui bénéficieront d'une attention particulière pour un financement évalué à près de deux millions de dollars.

"Le Togo a également deux projets inscrit en catégorie 1 (production et la mise à disposition de variétés clonales de teck à travers le développement du matériel végétal

à améliorer pour reboisement au Togo) et un projet en catégorie 2 (appui à la gestion durable de la forêt classée de la fosse aux lions dans la région des savanes) qui pourront faire l'objet d'une attente particulière au cours de cette session", renseigne le ministre.

Enfin, d'un point de vue stratégique, l'organisation de cette 55ème session à Lomé se présentera comme un grand mérite pour le pays aux yeux du monde.

Le Conseil international des bois tropicaux (CIBT) est l'organe suprême dont le siège est au Japon. Il fait la promotion des bois tropicaux qui sont des bois issus d'espèces d'arbres forestiers qui se développent en climat tropical (iroko etc.■

Accord entre Faure Gnassingbé et les pêcheurs de Gbetsogbé

Doit-on crier victoire ? Peut-être trop tôt mais un pas vient d'être franchi pour l'occupation du nouveau port de pêche toujours inoccupé depuis sept(7) mois.

Jeudi, une forte délégation des acteurs de la pêche (mareyeuses, transformatrices et pêcheurs) conduite par Doseh Legbezé, président fédéral de toutes les associations des acteurs de la pêche s'est entretenue avec le président Faure

Gnassingbé.

"Ce qui est certain est que nous allons nous installer peut-être d'ici à début 2020", confie vendredi, Abdou Derman, secrétaire général du syndicat national des pêcheurs du Togo (SYNAPE TO) à

agridigitale.

Les discussions avec le chef de l'Etat ont porté sur les hésitations des acteurs à occuper le nouveau port de pêche. Depuis son inauguration en avril dernier, les premiers occupants se font désirer.

Les acteurs conditionnent leur installation sur les lieux par la mise en place de certains dispositifs comme magasin de stockage des matériels de pêche ; le marché à poissons. Ils réclament également l'éclairage, l'infirmerie et une latrine de plus.

La communauté des pêcheurs est enfin située

sur ce qui sera fait.

Les installations prioritaires devront être mises en place progressivement. Une première phase d'ici à janvier 2020, la deuxième phase entre juin-juillet et le reste vers la fin de l'année 2020.

"Le Président de la République nous a rassurés que la réalisation des installations sera faite progressivement d'ici à fin 2020", souligne M. Derman.

Le nouveau port de pêche faut-il le rappeler est financé par l'agence de coopération japonaise (Jica) et l'Etat Togolais à hauteur de 20 milliards F.cfa.■



10 Annonce



22 Nov.
9 Déc.
2019

16^{ème}
Foire
 Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités

+1000
EXPOSANTS
300 000
VISITEURS



#tgfil16

**THÈME : LE E-COMMERCE POUR
 UNE FORTE EXPANSION DES ÉCHANGES**



CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME
 BP: 10056 Lomé - Togo Tél: (00228) 99 44 62 83 / 90 31 76 37



www.cetef.tg



Chambre froide, le bon filon !

Les produits fruitiers au Togo connaissent leur saison d'abondance et après deviennent chers sur le marché. Les fruits et légumes ont une durée de vie très courte que le principal défi reste la conservation. Il faut une installation frigorifique ou chambre froide visant à maintenir les produits fruitiers à une température donnée afin de prolonger leur durée de vie et réduire les pertes.

Ça n'existe pas encore au Togo alors que selon beaucoup de spécialistes, c'est un bon filon pour réussir un business rentable en mettant en place une chaîne de froid.

Si depuis 15 ans, le Syndicat des maraîchers et des revendeuses des fruits et légumes du Togo attend que les opérateurs publics ou privés s'intéressent à cette niche en mettant une chaîne de froid, l'heure n'est pas encore trop tard, à partir du moment où, le secteur privé est sollicité à investir sur les créneaux porteurs.

"Quand on amène les produits maraîchers au marché et qu'on n'arrive pas à les vendre dans un délai de trois jours, ça se gâte et c'est des pertes pour nous. On a demandé au gouvernement de nous faire une chambre froide mais ça fait quinze ans que nous en parlons. Si aujourd'hui un privé vient s'installer pour nous offrir ce service, il sera le bienvenu et nous sommes prêts à payer pour ça", confesse à a g r i d i g i t a l e , Hounsounoukpe Kodjo Pierre, secrétaire général du Syndicat des maraichers et des revendeuses des fruits et légumes du Togo.

La FAO donne des pistes intéressantes

Djiwa Oyentounde, chargé de programme de la FAO au Togo explique que la chaîne froide peut servir à conserver les produits vite périssables comme les légumes, les fruits, les produits carnés et halieutiques.

Elle est selon lui, "très importante dans le système de la sécurité alimentaire et nutritionnelle".

"Si on regarde toutes ces



productions, ce potentiel qui est là dans le pays, on voit très bien que des jeunes peuvent investir et on peut mettre en place un programme pour les accompagner dans ce sens", suggère M. Djiwa.

Pour lui, l'idée de chaîne froide constitue une très belle opportunité sur laquelle on peut agir pour donner le goût de l'entrepreneuriat agricole aux jeunes.

"Si on veut le faire, le potentiel est sur toutes les régions avec pour points d'orgues la région des plateaux et la région des savanes pour les fruits et la région des plateaux, la région des savanes et de la Kara pour légumes. Ça peut même se faire avec la numérisation. Donc, on a des plateformes électroniques sur lesquelles les gens peuvent commander et on a aussi des infrastructures quelque part où les fruits sont stockés et quelques mobilités dont les tricycles bien faits avec les systèmes de froid pour livrer aux gens qui auront commandé en ligne", développe-t-il.

Par rapport au positionnement, Djiwa conseille à ceux qui voudraient développer les circuits de distribution immédiats de ces produits frais, de s'installer proche

des consommateurs (dans les grandes villes).

Toutefois, "des installations dans les zones de production sont aussi envisageables", ajoute-t-il.

Mais attention, une étude minutieuse s'avère indispensable

Pour se lancer dans cette activité, il y a plusieurs facteurs dont il faut nécessairement tenir compte. Il s'agit avant tout de la disponibilité de l'énergie, d'une véritable étude de marché (pour déterminer la taille de la chambre), la variabilité des températures, etc.

"Ce ne sont pas des installations simples. Il faut une chambre froide en fonction des produits qu'on veut parce qu'il y a certains produits qu'il ne faut pas amener au congélateur au risque de dénaturer leur structure. Donc, c'est l'étude là qu'il faut faire pour voir quel type de chaîne froide il faut pour quel type de fruit et à quel coût tout en tenant compte du coût de revient pour le commun des mortels", rappelle Aziato Kokou, ingénieur agroalimentaire, chef section technologie alimentaire à l'ITRA.

Un projet bancable pour contribuer à la réduction des pertes post-récoltes ne laissera certainement pas indifférentes les banques de plus en plus intéressées par le secteur agricole, encore moins les mécanismes d'accompagnement comme le MIFA, l'ANPGF ou encore le PAEIJ-SP.

"L'Ordre national des ingénieurs du Togo est un vivier de compétences et de ressources et de savoir-faire. Il suffit que les gens expriment clairement leurs besoins et nous leur ferons des propositions pertinentes", rassure Marius Bagny, 1er vice-président de l'ONIT.

En gros, la chaîne du froid reste un bon filon pour tous ceux qui voudraient se positionner sur ce maillon pour éviter les pertes post-récoltes mais doutaient de la capacité des maraîchers et revendeuses des fruits et légumes à payer pour ce service.

Selon l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO 2018), la production fruitière du Togo est de l'ordre de 560.000 tonnes dont la principale spéculation est la mangue (66%). Entre 2013 et 2017, la production légumineuse est passée de 21.687 tonnes à 37.215 tonnes.

La disponibilité des fruits et légumes est confrontée aux pertes et dégâts enregistrés dans les champs de l'ordre de 12 à 20% et aux détériorations lors de la distribution allant de 20 à 50% de la production totale.

L'installation d'une chaîne du froid sera sans aucun doute, une alternative pour ceux qui recherchent une meilleure idée de business dans le secteur agroindustriel en lien avec la feuille de route de l'axe2 du Plan national de développement (PND).

www.agridigitale.net

Opération Togo Propre :

Aimé Djikounou, maire d'Aflao Sagbado rallie les populations du Golfe 7 autour de cette initiative gouvernementale civique

A peine les rennes de la mairie du Golfe 7 prises, Aimé Djikounou retrousses déjà les manches. Le tout premier maire de la commune d'Aflao Sagbado a en effet honoré avec hargne le samedi dernier l'opération samedi propre instaurée par le gouvernement dans le cadre du civisme et de la citoyenneté le samedi dernier.

Munis de houes, râteaux, brouettes, coupe coupes et de balaies, le personnel de la mairie, du palais royal et la population de la commune d'Aflao-Sagbado ont pris d'assaut les places publiques de la mairie, de la cour royale du chef de Canton d'Aflao-Sagbado, ainsi que des villages de Logoté et Agotimé, à l'appel de leur maire. « La salubrité est un devoir citoyen, le personnel de la mairie Golfe 7 s'est rassemblé aujourd'hui pour assainir nos artères et montrer l'exemple à nos concitoyens. Nous lançons un appel à toute la population à être toujours mobilisée pour pérenniser ces actions dans toutes les localités de la commune», a confié Aimé Djikounou, Maire de la commune d'Aflao-Sagbado.

Le Maire Aimé Djikounou et ses Adjoints, le chef Togbuigan Edem Kossi Sémékonawo IV, chef du canton d'Aflao-Sagbado, les chefs de villages d'Agotimé Togbui Dici Agadzi 1er, et de Logoté, président des chefs de villages d'Aflao-Sagbado, Togbui Kokoussè Djivon IV ont été les premiers acteurs à animer et encourager les citoyens de cette localité à s'approprier cette initiative gouvernementale.

Ils ont à cet effet eux-mêmes pris les devants pour donner plus de sens à cette activité de salubrité initiée par le gouvernement et qui consiste à rendre nos villes et quartiers propres.

Démocrate





SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'INCLUSION
FINANCIERE ET DU SECTEUR INFORMEL

DELEGATION A L'ORGANISATION DU SECTEUR
INFORMEL (DOSI)

**FORMALISATION DE
VOS ACTIVITES POUR
UNE PARTICIPATION
INCLUSIVE**

**A partir du
11 novembre 2019**

Contact: 22 20 24 13

